

de la tête de la navigation sur la rivière Stikine jusqu'au lac Teslin, ayant, d'après l'évaluation, 150 milles. De plus, ils se sont obligés à ouvrir une route dès le mois de mars afin de faciliter les moyens de communication avec cette région. Puis, ce qu'ils doivent avoir en retour est 3,750,000 acres de terre, en lopins alternatifs et pris dans le Klondike ou dans la région minière. En sus de cela, je crois que le Gouvernement a consenti à ce qu'aucune aide ou encouragement quelconque soit donné pendant cinq ans à une voie ferrée partant de la côte du Pacifique et se dirigeant dans l'intérieur de cette région. D'après ce que j'en sais et d'après ce que je crois être le sentiment général, le Gouvernement a choisi le meilleur tracé au point de vue des intérêts généraux du Canada. Sur ce point-là il n'y a pas de divergence d'opinion. S'il en existe une, je n'ai pas été jusqu'à présent en position de l'apprendre.

Je crois qu'il est admis de tous qu'en choisissant cette route, le Gouvernement s'est conformé à la politique qui veut que le Canada soit réservé pour les Canadiens.

Mais ce contrat soulève des objections. La première d'entre elles est formulée comme suit: on dit que le contrat a été fait privément, que des soumissions auraient dû être demandées par voie de la publicité.

J'admets que c'est là généralement la ligne de conduite qui devrait être suivie, et qu'il n'y aurait rien pour justifier l'abandon de ce mode, si ce n'est l'urgence du cas auquel le Gouvernement doit pourvoir à l'heure qu'il est. Quelques semaines de retard peuvent mettre en danger non seulement le parachèvement de cette entreprise, mais aussi nuire tellement à l'exécution des travaux du chemin qu'il serait impossible de l'utiliser avant l'expiration d'une autre année. Si cette région est telle que nous la supposons, nous ne pouvons pas compter sur les probabilités.

Si cette route était maintenant ouverte au trafic, le Canada en retirerait d'immenses avantages. Si nous pouvons l'avoir d'ici au premier septembre prochain, le pays en bénéficiera énormément. Si nous ne réussissons pas à mener à bien cette entreprise, je suis convaincu qu'il en résultera une grande perte pour le Canada.

Les probabilités sont que nous aurons là l'année prochaine une population dix fois, je pourrais dire vingt fois, plus considé-

rable que celle que nous y comptons cette année.

De plus, on dit que le Gouvernement aurait dû payer une subvention en argent, et qu'il n'aurait pas dû accorder des terrains. Il me semble que s'il y a une disposition dans ce contrat qui plus que toutes les autres, se recommandera probablement à l'approbation du public, dois-je dire du Canada tout entier, dans tous les cas, de celui des vieilles provinces de la Confédération, c'est bien cette condition là en particulier. Je ne crois pas qu'il soit juste de taxer continuellement ceux qui n'ont aucun intérêt direct dans cette région dans le but de la rendre accessible, lorsqu'il est possible d'éviter la chose. Aussi me fait-il plaisir de pouvoir dire ce soir que le Gouvernement de ce pays a enfin trouvé une partie du territoire de l'extrême ouest pouvant suffire lui-même à son propre développement sans accroître les obligations des contribuables des vieilles provinces.

L'honorable M. BOULTON: Jusqu'à concurrence de cent cinquante milles de chemin de fer?

L'honorable M. KING: Je ne me mettrai pas en frais ce soir de pleurer sur les pots cassés. Je ne me plaindrai pas des deniers publics qui ont été dépensés autrefois dans l'Ouest, mais je suis convaincu que le peuple du Canada tout entier sera enchanté d'apprendre, comme je l'ai dit, que même au Klondike les terres ont assez de valeur pour justifier la construction d'un chemin de fer entrepris dans le but de développer les intérêts miniers de cette région.

On prétend que le Gouvernement aurait dû donner une subvention en argent....

L'honorable M. McCALLUM: Qui dit cela?

L'honorable M. KING: J'ai entendu répéter la chose dans bien des endroits—je l'entends tous les jours.

L'honorable M. McCALLUM: Aucun ne le dit avec autorité, c'est simplement une rumeur.

L'honorable M. KING: On dit que les terres que le syndicat obtient auraient pu être placées sur le marché, et que des millions en sus du coût de la voie ferrée auraient été ainsi réalisés.